



DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL DE VAUCLUSE DU 22 NOVEMBRE 2016

Restructurations, mise en place de pôles, prélèvement à la source, dégradation des conditions de vie au travail, multiplication des postes à profil, mise à mal des règles de gestion, dialogue social inexistant, PPCR, RIFSEEP... Cette rapide énumération vise simplement à rappeler le contexte dans lequel nous vivons aujourd'hui : la liquidation de la DGFIP.

L'objectif de l'administration est clair : transformer radicalement notre administration et mettre à mal les droits que nous avons gagnés par nos luttes ! A court terme, il s'agit bien d'avoir une administration concentrée sur de gros sites qui ne recevront plus les usagers et pour lesquels la seule voie de contact sera le mel ou le téléphone... Pour le Service public, cela signifie clairement une perte de relation avec les usagers... Pour les agents des Finances publiques, cela signifie restructurations incessantes et mutation obligatoire ou blocage sur des postes au bon vouloir des directeurs locaux.

Tout cela dans un contexte où l'administration rogne sur tout : frais déplacements tardivement remboursés, absence de plan de qualification à la hauteur, évolution ridiculement basse du point d'indice et remise en cause des éléments de notre rémunération.

De qui la direction générale se moque-t-elle ? Elle nous demande toujours plus avec toujours moins...

La loi de Finances 2017 en est la preuve puisqu'une nouvelle fois, la DGFIP perdra de nouveau 1 800 emplois, soit près de 60 % des suppressions d'emplois dans la Fonction publique, alors même que nous représentons à peine plus de 5 % de ces emplois.

Alors oui, certes, la DDFIP de Vaucluse subira six suppressions d'emplois. Mais ne comptez pas sur nous pour partager votre satisfaction, ni votre soulagement. Notre direction ne peut plus en supporter aucune. En outre, l'enveloppe est globale et ce sont d'autres départements qui vont en pâtir. La rencontre informelle que nous avons eu le 15 novembre a montré l'incompatibilité de nos logiques. Pas question pour la CGT de raisonner ou discuter dans le cadre contraint que nous impose les tenants de l'austérité, et encore moins de vous suivre dans votre enthousiasme à supprimer des structures.

Le CHSCT est le reflet de cette évolution et son ordre du jour a tendance à devenir inflationniste. Entre les avis sur les multiples restructurations et la gestion de leurs conséquences sur les agents, il devient difficile de boucler l'ordre du jour sur une journée.

Monsieur le directeur, nous formulons le vœu que sous votre présidence le dialogue soit serein, apaisé et constructif. Les représentants CGT en CHSCT souhaitent être associés à ses travaux de manière globale et la plus étroite possible, par exemple sur la mise en place et la réalisation des travaux effectués suites aux constats faits lors des visites du CHSCT.

Avant même la discussion sur la création du service de la publicité foncière et de l'enregistrement d'Avignon, nous tenons à vous signifier notre opposition à ce projet. Nous ne nous résignons pas au recul permanent du service fiscal et comptable de proximité. Rien dans le cadre national ne vous oblige à supprimer les implantations de l'enregistrement à Carpentras et Cavaillon. Rien ne vous force non plus à intégrer cette mission au SPF, qui tôt ou tard, chacun le sait, l'absorbera en totalité.

Sur les autres points à l'ordre du jour, nous nous exprimerons le moment venu.